

Genève le 12 avril

## Les fonctionnaires genevois vont se battre pour le maintien des prestations



*Marc Simeth, président du Cartel intersyndical genevois.*

Les syndicats des fonctionnaires genevois sont disposés à explorer toutes les voies pouvant conduire à un assainissement de la Caisse de prévoyance de l'Etat de Genève, **mais posent comme condition le maintien des prestations actuelles.**

Dans un premier temps, il est primordial que le comité de la Caisse de prévoyance (CPEG) ne prenne aucune mesure structurelle lors de sa réunion du 4 mai, a relevé mercredi le président du Cartel intersyndical de la fonction publique Marc Simeth. Pendant cette réunion, il devrait être débattu d'une amputation des rentes de 15%. En attendant la date fatidique, les représentants des fonctionnaires resteront sur le qui-vive et demanderont à leurs troupes de faire de même.

Si aucune mesure douloureuse n'est prise le 4 mai, "nous lèverons le pied", a noté Marc Simeth. **En revanche, si le comité de la CPEG va au bout de son scénario, les syndicats des fonctionnaires promettent alors de repartir dans une mobilisation plus intense et plus dure, qui ira jusqu'à la grève en cas d'impasse.**

### Tout d'abord s'accorder sur un montant

Concernant l'assainissement de la CPEG, le Cartel n'a pas de préférence. Il est prêt à étudier la solution du Conseil d'Etat qui propose de passer de la primauté des prestations à la primauté des cotisations. Il y a tellement de variables, qu'il est difficile de se prononcer entre les deux systèmes, juge Marc Simeth.

Selon le syndicaliste, même les experts ne sont pas d'accord entre eux. "On nous dit que le système de la primauté des cotisations pourrait parfaitement offrir les mêmes prestations qu'actuellement", soit des retraites qui représentent 60% du dernier salaire assuré, a-t-il indiqué.

De toute manière, il faudra en premier lieu se mettre d'accord sur un chiffre, a poursuivi le président du Cartel. Le Conseil d'Etat n'a pour l'instant articulé aucun montant quant au coût de la recapitalisation de la CPEG. "On a entendu la somme de 4 à 5 milliards de francs", a encore noté Marc Simeth.

### Un autre projet de la gauche et du MCG

Un autre projet d'assainissement de la CPEG est par ailleurs défendu par la gauche et le Mouvement citoyens genevois (MCG). Il maintient la primauté des prestations et coûtera, selon ses partisans, moins cher au canton.

Il fait sien l'élévation de l'âge de la retraite d'un an déjà acté par le comité de la CPEG et réclame un autre sacrifice des fonctionnaires, avec une hausse temporaire de leur cotisation de 0,55% sur une période de 12 ans et demi.

Le Grand Conseil sera appelé à discuter de cette solution lors d'une séance spéciale qui doit se tenir le 24 avril.